

17 février, journée interprofessionnelle de grève, d'action, et de manifestation



Rouen, capitale du combat solidaire pour l'emploi dans les papèteries et dans toute l'industrie

NOUS NE PÈSERONS QUE PAR NOS LUTTES

L'UNION départementale de Seine Maritime, ses syndicats et ses unions locales unissent leurs efforts avec les syndicats de la Fédération des travailleurs des industries du Papier, du Livre et de la Communication (Filpac CGT), en particulier ce 17 février.

Pourquoi ? Parce que les destructions de l'emploi sont systématiques et atteignent la cote d'alerte avant la catastrophe générale, tant au plan de l'industrie de la région qu'à l'échelle nationale s'agissant de la filière du Papier.

La liste impressionnante des entreprises qui suit, bien loin d'être exhaustive, hélas, montre à quel l'emploi, la seule source de revenus de 99% de la population, est sacrifié par la Finance qui a pris le pouvoir sur l'Industrie.

Avec quel cynisme ! Car détruire une entreprise, c'est déchirer le tissu social du quartier, de la ville, de la région.

Les destructions de postes de travail, de professions entières, les arrêts de machines et les ferme-

Ce massacre de l'emploi industriel relève de la paresse crasse des propriétaires : les détenteurs de capitaux estiment qu'il est inutile d'espérer un petit profit des entreprises industrielles, alors qu'ils peuvent toucher gros avec la spéculation financière.

Aux métiers de l'industrie, ils préfèrent l'économie de la finance, qui se joue comme au casino.

Les besoins réels ne sont jamais pris en compte par les employeurs. Faut-il du Papier, des automobiles, du service public de chemin de fer, un port performant etc. Cette

question, ces messieurs ne se la posent pas. Le capitaine d'industrie a laissé la place au courtier de banques. Alors ils ferment à tour de bras, délocalisent, dans l'égoïsme glacé des calculs des états majors des groupes obsédés par la rentabilité des dividendes des actionnaires.

Circonstance aggravante, le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs, fait le choix de laisser faire et même d'appuyer fortement la mainmise de la finance sur les choix industriels, si bien que la casse de l'emploi une politique d'Etat. Chacun peut constater que rien n'est fait contre un chômage qui bat chaque mois son triste record, pendant que la précarité et les sous-emplois à peine rémunérés se développent.



Le gouvernement s'acharne contre le droit social. La loi Macon succède aux ANI qui ont détruit les recours légaux des salariés. Le tout au nom de « réformes structurelles » dictées par l'Union européenne. C'est cet acharnement du gouvernement à appuyer les patrons et à liquider le droit social qui nourrit l'extrême droite !

La CGT, elle, choisit l'autre camp, celui de la solidarité, de la lutte collective, de la défense mutuelle des emplois et de choix industriels fondés sur l'intérêt commun aux filières industrielles, aux salariés et aux pollutions qui en vivent dans les agglomérations. Il s'agit bien de prendre des dispo-

sitions pour développer l'emploi dans notre pays et notamment en Seine-Maritime. Il y va de la responsabilité de nos élus locaux et de nos députés.





Chapelle Darblay UPM Grand-Couronne

LE groupe finlandais UPM veut détruire Chapelle Darblay Grand-Couronne en commençant par la fermeture l'une des machines et 196 emplois. Cette

usine est la seule en France à produire du papier pour les journaux d'information. Les salariés vont donc, comme en 1983, tout faire pour sauver l'usine dont ils sont en fait les légitimes propriétaires.

UPM annonce en février 2015 « un bénéfice net en augmentation de plus de 50%, soit 512 millions d'euros en 2014. » Mais alors pourquoi arrêter les machines et détruire les emplois, sinon pour

réaliser plus de bénéfices sur le dos de la masse salariale ? Cette décision prise par cet état major UPM lointain, en Finlande, frappe une usine parfaitement rentable. D'autant plus utile que

le mouvement de soutien à Charlie Hebdo a dopé les ventes de journaux imprimés et réclame donc plus de papier.

UPM a empoché les aides d'Etat, Crédit d'impôt, exonérations de cotisations patronales, subventions diverses. Mais il prétend que pour sauvegarder les dividendes des actionnaires, il faut détruire l'emploi, comme il l'a déjà fait dans d'autres usines du pays.

La lutte déclenchée de façon unanime par les salariés et leur syndicat est parfaitement légitime. Mais elle se heurte non seulement à la brutalité d'UPM mais à la complicité du gouvernement.

Voilà pourquoi la survie de Chapelle Darblay UPM Grand-Couronne dépend plus que jamais de la solidarité de tous les papetiers, de tous les salariés de l'industrie et de l'intervention des élus les plus proches du peuple les maires et élus municipaux.



PETROPLUS

La CGT soutient le projet TERRAE qui permettrait aux raffineries à bout de souffle en Afrique que la raffinerie de Petit-Couronne continue de fonctionner pour répondre au marché africain.

GOUET

délocalisé à Saint-Rémy. Fermeture de l'usine.

POCHET du Courval

Plan de réorganisation au nom de la compétitivité.

SMURFIT PONTS-ET-MARAIS (74 SALARIÉS)

Le 1^{er} groupe mondial de papier carton a touché des aides publiques en France dans le cadre du CICE sans faire d'investissements. Résultat ? La fermeture annoncée de l'usine.

CARSAT NORMANDIE, FERMETURES DE 13 AGENCES ENTRE 2015 ET 2017

150 départs à la retraite d'ici 2017, 1 remplacement sur 5, des conditions de travail qui se dégradent, un stress qui augmente.

7 entretiens préalables à une sanction depuis 2013, dont des demandes de licenciements. Une pression qui s'accroît sur les salariés et cadres. Du retard dans le versement des retraites aux assurés. On a pu constater le problème de la CARSAT Nord Picardie dans les médias. L'avenir s'annonce sombre, mais le combat continue, on ne lâche rien.

BOUYGUES ES

Emploi stable mais moins de chantiers pour occuper tout le personnel, ou alors en sous-traitants dans les chantiers employant du personnel étranger (moins payé). Condi-

tions de travail de moins en moins supportables, surtout pour le personnel sédentaire.

SGD

plan social (- 9 postes) dans les services annexés à la fabrication. SGD a touché 2 millions de CICE en 2013, 2 millions en 2014.

SCHNEIDER

La CGT avait proposé avec le syndicat EDF que le site de Petit-Quevilly, soit retenu pour les transformateurs nouvelles générations.

ArjoWiggins Wizernes et Charavines

Le groupe lance « un projet de restructuration affectant les sociétés ArjoWiggins Rives et ArjoWiggins Papiers Couchés. Cette annonce faisait partie d'un plan plus global qui comportait notamment un abandon de dettes extrêmement significatif de la part des banques créancières du groupe, un investissement de nos actionnaires et des mesures de restructuration additionnelles touchant d'autres branches d'Arjo... »

Cette déclaration patronale avoue sans difficulté que seul compte l'objectif de servir l'actionnaire et de câliner les banquiers.

L'accord du 10 avril 2014 qui prévoit ses destructions d'usines, à



Ce quatre pages a été imprimé par des imprimeurs rotativistes syndiqués à la CGT, sur du papier de la Chapelle-Darblay

commencer par Wizernes et Charavines, a été conclu en secret par le ministre de l'Industrie, la Banque Publique d'Investissements, la direction du groupe industriel et les banques. C'est un flagrant délit ! Au lieu de

garantir la cohésion sociale, le gouvernement se fait l'agent exécuteur des plans des propriétaires, sans la moindre considération de l'utilité des entreprises, de leur lien aux communes et de leur capacité à

fournir de l'emploi. Près de 600 maires, conseillers régionaux et généraux ont signé un engagement à appliquer le code d'expropriation au nom de l'intérêt public pour sauvegarder l'usine de Wizernes, parce que tous les élus lo-

caux savent les dégâts que provoquerait l'abandon du site. S'il existe une perspective, plus que jamais, les papetiers de Chapelle Darblay et d'ArjoWiggins comptent sur la lutte collective et la solidarité.



EXXONMOBIL Notre-Dame-de-Gravenchon

Depuis plusieurs années, la direction d'ExxonMobil a engagé une lutte féroce de reprise des acquis sociaux des travailleurs en France. Cette agression patronale, sous prétexte de crise économique, s'effectue dans un contexte où la maison mère ne cesse d'accroître ses bénéfices : 44 milliards de dollars pour 2013. Pour satisfaire les actionnaires, en appliquant entre autre les directives du MEDEF, la direction d'ExxonMobil a donc mis en œuvre et/ou se prépare à mettre en œuvre l'austérité suivante :

- augmentation de la durée de travail en reprenant 3 RTT aux salariés,
- austérité salariale excluant toute augmentation du pouvoir d'achat,
- renégociation des plans de retraite sur des orientations patronales, faisant travailler les salariés plus longtemps pour un départ, avec un niveau de retraite moindre en partie autofinancé par les salariés,
- fermeture de l'unité Butyl supprimant 76 emplois directs et 250 emplois indirects (sous-traitants)

- plan à 3 ans de 100 suppressions d'emplois ExxonMobil + équivalent sous-traitants
 - restructuration permanente sur plusieurs secteurs d'activités de la plateforme ayant pour conséquences une dégradation des conditions de travail.
 - sur le national : séparation du réseau de distribution, etc...
- Le constat est consternant : en 10 ans, les effectifs ExxonMobil ont baissé de 1.000 salariés sur la seule partie du raffinage (hors chimie) en France.

GPMR

Plus de 3 années se sont écoulées suite à l'application de la réforme portuaire. Les salariés de GPMR constatent avec amertume et regret que cette réforme, censée redynamiser l'économie portuaire n'atteint pas les objectifs espérés à Rouen. Pire les emplois portuaires sont

en constante diminution. Grâce aux différentes actions de la CGT avec les salariés portuaires, la direction a enfin concédé à investir dans les docks flottants à hauteur de 8 millions d'euros, c'est un premier pas pour continuer à agir pour assurer la pérennité du port.

RENAULT CLEON

Depuis janvier 2006, on est passé de 5 100 salariés en CDI à 3 291 (situation à fin octobre 2014) en réintégrant la Fonderie en 2011 (près de 400 salariés). Depuis 1981, nous étions près de 10 000 salariés. 33 ans plus tard, nous avons perdu 6 572 emplois avec des plans de départs volontaires, pré-retraites successifs. Au 23 octobre 2014 : 578 intérimaires travaillaient à Cléon.

En moyenne sur les 5 dernières années : c'est environ 1 000 salariés intérimaires qui travaillent à Cléon sur les nouvelles installations, chaînes de montage et fonderie, fabriquant les nouveaux moteurs équipant les nouvelles gammes de Renault. C'est plus de

70% des salariés intérimaires qui sont embauchés. Pour Cléon, l'enveloppe attribuée au titre du CICE s'est chiffrée à 3, 838 millions d'euros en 2013. Soit 2, 046 millions pour la main d'œuvre directe et 1, 792 millions d'euros pour la main d'œuvre de structure. En aucun cas, ces sommes ont servi à l'emploi chez Renault Cléon.

Pour le groupe RENAULT, c'est 35 millions d'euros au titre du CICE. Cet argent comme toutes les aides données aux entreprises ne servent pas à l'emploi. Au contraire, il n'y a pas de création d'emploi, mais une baisse constante des effectifs depuis 2006.

GARE DE TRIAGE SNCF DE SOTTEVILLE-LES-ROUEN SUR DE MAUVAIS RAILS !

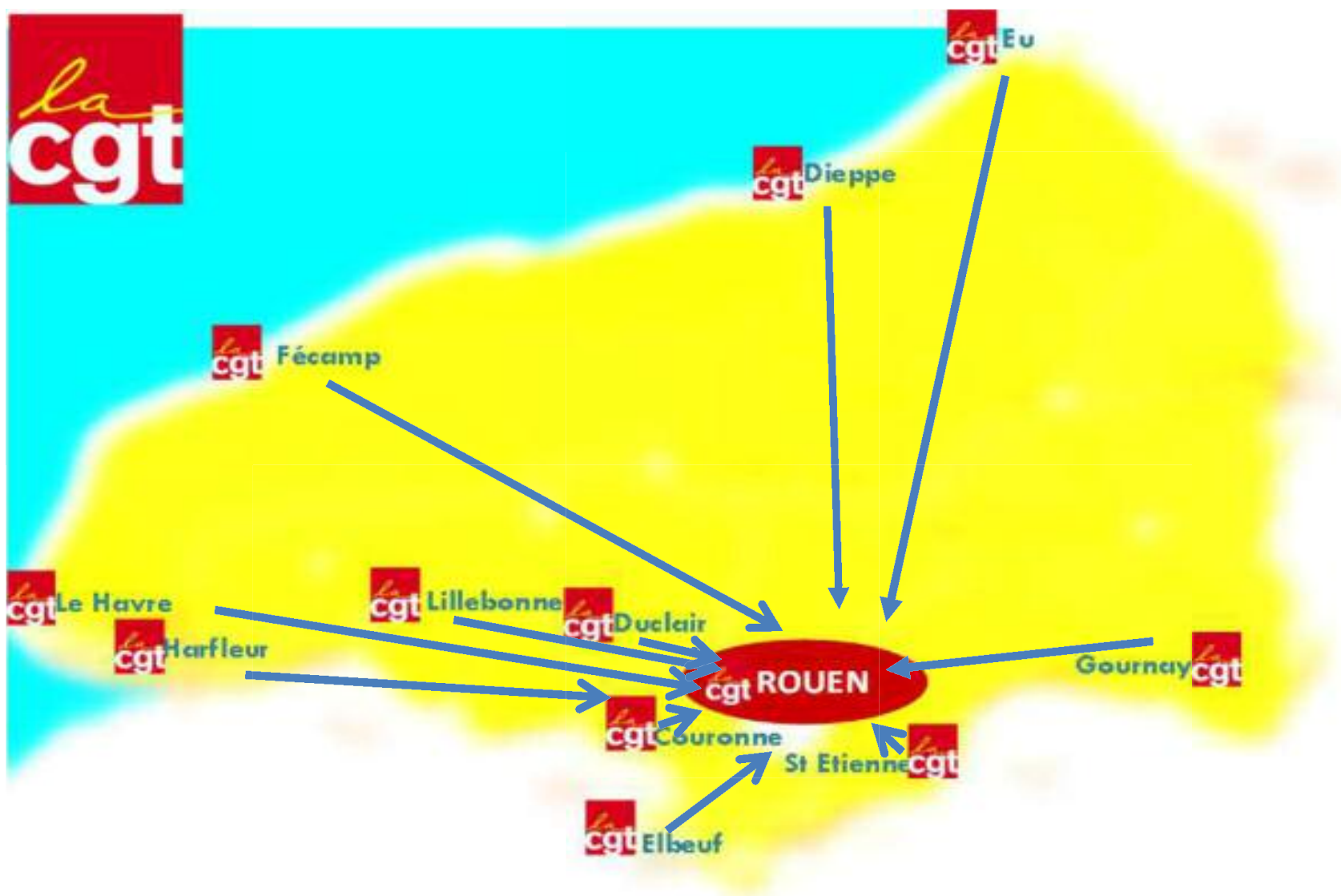
Depuis longtemps, nous alertons les différents gouvernements, les pouvoirs publics, les élus locaux sur l'avenir de la gare de triage SNCF. Pourtant il y a des opportunités pour cette gare, au moment où on nous parle de mesures environnementales, du développement des Ports de Rouen et du Havre, le fret ferroviaire à toute sa place.

La gare de triage est un outil pour le développement économique de notre région. C'est pour cette raison que la CGT des cheminots continue de se mobiliser afin que l'Etat prenne ses responsabilités. C'est à l'Etat qu'il appartient de donner la feuille de route à la SNCF et de mettre en place les mesures qui favoriseront le fret SNCF.



**à la casse
de l'emploi**

Convergence des luttes



RASSEMBLEMENT

17 Février • Rouen